

Faut-il incorporer l'entrepreneuriat à l'école ?

ENSEIGNEMENT Plaidoyers pour une éducation entrepreneuriale dès le primaire

► L'expérience québécoise au cœur d'une conférence « *Entreprendre sa vie* », à Bruxelles.
► Tout le monde ne sera pas entrepreneur, mais devra être entrepreneur.

ENTRETIEN

Diverses initiatives ont vu le jour ces dernières années pour stimuler l'esprit d'entreprendre chez les jeunes. Pour ne citer que deux exemples, l'asbl Les Jeunes entreprises a fait œuvre de pionnier en Belgique francophone avec ses mini-entreprises, et à Bruxelles, le programme Boost Your Talent, avec le soutien de l'Europe, rassemble différents acteurs de la sensibilisation à l'entrepreneuriat dans les écoles. S'inspirant de ce qui se fait au Québec, où l'éducation par l'entrepreneuriat est intégrée depuis 2001 au programme de formation de l'école québécoise, dès le primaire, des voix s'élèvent chez nous pour intégrer véritablement cette dimension à nos programmes d'enseignement. « *Il y a énormément de projets pilotes super-intéressants dans nos*

écoles. Mais à un moment, comme vient de le faire l'Écosse, il faut valider ces projets et les incorporer dans le programme d'éducation », plaide Bruno Wattenbergh, le directeur opérationnel d'impulse.brussels, l'agence bruxelloise en charge de l'entrepreneuriat. « *D'ici 2013, on sait qu'un grand nombre de métiers n'existeront plus et que de nouveaux vont apparaître. Dans un monde du travail où le salariat sera de plus en plus sous pression, il sera essentiel de former nos jeunes à la gestion de projet, de leur donner les moyens de se prendre en mains et d'entreprendre sous différentes formes* ». On notera d'ailleurs que lors du colloque organisé par impulse mardi dernier, l'expression « esprit d'entreprendre » était préférée à « esprit d'entre-

prise ». Car l'enjeu d'une généralisation de la formation à l'entrepreneuriat dès le plus jeune âge ne serait pas nécessairement de former des entrepreneurs, mais bien des personnes « *entrepreneurantes* », capables de rebondir dans des carrières de moins en moins linéaires.

Deux experts « *canadiens* », à savoir Matthias Pepin, un Belge émigré au Québec, chercheur à l'Université Laval, et David Halabisky, économiste à l'OCDE, ont présenté quelques résultats de leurs recherches sur l'entrepreneuriat et les jeunes. Interviews croisées.

Pourquoi est-ce si important de former les jeunes à l'entrepreneuriat ?

David Halabisky

La création d'entreprises est un important moyen de lutte contre le chômage. Nos études indiquent que ce sont les nouvelles entreprises qui créent le plus d'emplois. Elles en détruisent aussi, mais au final, le bilan est positif. En outre, il est impératif que les jeunes participent davantage à une économie de la connaissance marquée par des changements structurels. L'époque d'une carrière à vie est révolue.

Matthias Pepin

L'entrepreneuriat est un outil d'apprentissage par l'action, dès l'école primaire. Dans nos sociétés, chacun aura besoin de plus en plus d'être entrepreneur, sans pour autant en faire une profession. Les mini-entreprises au Québec servent de tremplin pour développer des compétences de création d'entreprise, comme apprendre à réaliser un plan marketing ou un 'business plan' mais aussi pour intégrer d'autres matières sans se préoccuper des aspects commerciaux. Les deux angles ne sont pas antinomiques. Il faut bien se garder de diaboliser l'entrepreneur.

Y a-t-il un âge critique pour acquérir cet esprit d'entreprendre ?

M. P.

Il est difficile de répondre à cette

question. En revanche, plus un jeune avance dans sa scolarité, moins il aura tendance à entreprendre, car il sera de plus en plus formaté dans un mode de pensée, acculturé à un monde d'adultes qui n'incite pas à prendre des risques. C'est pourquoi il est intéressant de travailler dès l'école primaire, quand la peur de l'échec n'existe pas encore.

« Tout le monde n'est pas fait pour être entrepreneur » entend-on souvent... Un risque d'effets secondaires à trop stimuler l'entrepreneuriat ?

D. H.

Ce serait en effet une erreur de vouloir pousser tout le monde. Et d'ailleurs tout le monde n'a pas l'envie de prendre le risque d'entreprendre. Néanmoins, un sondage indique que 45 % des jeunes se disent intéressés par le statut d'indépendant. Combien en sont réellement capables ? Il n'y a à ma connaissance jamais eu d'études là-dessus, pour autant que ce soit mesurable.

M. P.

Je crois que le rôle de l'éducation est de placer des balises. Veut-on créer des entreprises dont la seule visée est le profit ? Ou veut-on aussi faire émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs aux objectifs sociaux et environnementaux ?

Qu'est-ce qui fera d'un jeune un bon entrepreneur ?

D. H.

En premier lieu, son désir d'être entrepreneur. A cet égard, l'énorme avantage de l'éducation entrepreneuriale est de permettre au jeune de jauger cette volonté à travers des expériences concrètes. Ensuite seulement arrivent les compétences techniques. Celles-ci augmentent sans doute les chances de réussite, mais ne sont pas toujours indispensables.

M. P.

Pour savoir s'ils sont faits pour l'entrepreneuriat, les jeunes doivent d'abord savoir que cela existe et apprendre à se connaître à travers des projets entrepreneuriaux. Ensuite, ils choisiront leur

voie. Ou pourront mieux s'adapter à des choix imposés par la vie. N'oublions pas que l'entrepreneuriat de la nécessité est aussi une réalité.

Pourquoi la Belgique est-elle peu entrepreneuriale ?

M. P.

La réponse ne peut être que multifactorielle. Y a-t-il assez d'incitants financiers à entreprendre ? Je pense aussi que le système scolaire belge est très traditionnel.

Les élèves sont formatés, à travers les cours magistraux et les tests scolaires. Le programme scolaire est très pesant. S'y ajoute le problème de la formation continue des enseignants. Au Québec aussi, l'entrepreneuriat éducatif fait donc partie du programme officiel depuis 2001 mais très rares sont les professeurs qui ont pu suivre un cours d'entrepreneuriat...

Quelles sont néanmoins les bonnes pratiques au Québec ?

M. P.

Des programmes comme l'ECEC (mis en œuvre dans une école bruxelloise, lire ci-contre) ont structuré les initiatives existantes. Ils incitent au changement de l'école dans son ensemble. Cela nécessite évidemment l'adhésion de tous les professeurs. Selon moi, l'autonomie professionnelle de l'enseignant doit être préservée. Il y a aussi le Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales ou le Junior achievement...

Avec quelles retombées économiques ?

D. H.

L'OCDE ne dispose pas de chiffres à ce sujet. C'est très compliqué à mesurer.

M. P.

Oui, car la réflexion est plus large que la simple retombée économique, mesurée par exemple en termes de créations d'entreprise. Il faudrait être capable de mesurer la capacité des gens à se réaliser... ■

Propos recueillis par
OLIVIER FABES

L'EXPÉRIENCE

Le Collège de La Fraternité, pionnier de la méthode québécoise

L'école secondaire le Collège de la Fraternité, à Laeken, est depuis la rentrée scolaire 2014-2015 la première en Europe à mettre en place la méthode pédagogique Ecec, déjà implantée dans 128 établissements scolaires au Québec. Cette approche d'Ecole Communautaire Entrepreneuriale Consciente vise, comme le résume la directrice Rose Romain, à ouvrir l'école sur son environnement extérieur, notamment économique, et développer l'estime de soi et l'esprit critique chez chacun des élèves. Depuis les premiers pas en septembre, le Collège affirme pouvoir compter sur l'adhésion des 65 enseignants, les oppositions étant très rares. Un nouveau projet d'établissement a été défini. Rose Romain estime que le grand mérite d'un programme comme Ecec est de structurer des initiatives existantes, de ne pas vouloir réinventer la roue. Même si elle concède bien sûr qu'introduire l'éducation entrepreneuriale dans une école nécessite un vrai « *changement de posture* ».

Le principe est de rendre les cours plus vivants en y greffant des projets et des activités qui stimulent l'implication des élèves. Des jeunes ont par exemple lancé de mini-maisons d'édition, des bibliothèques, une radio, un journal d'école ou cultivé un potager collectif.

O.F.